

**Élections municipales : pas une voix ouvrière aux partis bourgeois (UMP-UDI-Modem-FN) ; vote classe contre classe, au premier tour, vote sans condition pour les listes présentées par le PS ou le Front de gauche**

**Ce vote est indissociable du combat contre le « Pacte de Responsabilité », qui n'est ni négociable, ni amendable !**

**Front unique pour imposer à la majorité de députés du PS et du Front de Gauche de rompre avec ce pacte !**

**A bas le « Pacte de Responsabilité » ! Rupture du dialogue social !**

Les élections municipales se tiennent dans un contexte d'accentuation de la politique du gouvernement Hollande-Ayrault en faveur de la bourgeoisie française, contre les intérêts des travailleurs. Ainsi, le dialogue social entre les organisations patronales et les organisations syndicales a abouti le 5 mars, à acter avec les organisations syndicales pro-patronales (CFDT, CFTC et CGC), « *une baisse de charges et de fiscalité pluriannuelles pour les entreprises et une simplification de l'encadrement réglementaire* ». Ce relevé de conclusion renvoie aux branches professionnelles le soin d'ouvrir des discussions sur les objectifs d'emploi. Il précise bien que « *ces objectifs ne pourront être précisés, par exemple par des ambitions quantifiables, que lorsque la baisse des prélèvements sociaux et fiscaux et ses modalités de mise en œuvre seront précisément définies.* »

Pourtant, dans le cadre du système capitaliste, c'est le capital seul qui décide de l'embauche – car c'est le capital seul qui décide d'investir dans des moyens de production, en fonction des profits qu'il en attend. Cela fait des années que les entreprises bénéficient de multiples baisses de cotisations patronales qui encouragent la précarité. Pour autant le chômage reste élevé, car en l'absence de profit attendu, il n'y a ni investissement ni embauche, et le produit des exonérations finit directement dans les poches de la bourgeoisie. Le relevé de conclusion élaboré par le patronat indique bien l'objectif du pacte de responsabilité, des baisses de cotisations patronales : restaurer les marges des entreprises, en clair tenter de rétablir les profits des investissements du capital !

**A l'inverse des cadeaux octroyés au capital, le seul moyen d'assurer du travail à toute la population, c'est l'expropriation du capital, c'est la prise de contrôle des entreprises par l'Etat !**

Comment les dirigeants des confédérations ouvrières CGT et FO ont-ils pu accepter ce cadre de discussion ? Leur responsabilité, c'est de quitter immédiatement ces négociations et de s'engager à ne participer à aucune négociation de branche de mise en œuvre de ce pacte, c'est de mobiliser toute la classe ouvrière contre le pacte de responsabilité, qui n'est négociable ni amendable, en organisant une manifestation centrale à l'Assemblée Nationale pour imposer à la majorité de députés du PS et du Front de Gauche l'abandon de ce pacte.

**Élections municipales : vote classe contre classe, sans condition**

Les responsables du PS ont beau chanter sur tous les toits que les élections municipales sont avant tout des scrutins locaux, il y a un enjeu national évident. Si les listes présentées par la PS ne rassemblent pas suffisamment de voix, au delà du rejet clair de la politique gouvernementale, cela ouvrira la voie à l'accentuation des alliances entre le PS et des partis bourgeois comme le Modem ou l'UDI. Cela confortera le gouvernement à mettre en place une politique encore plus ouvertement pro-patronale et

poussera le PS, en tant que parti, à l'ouverture de son organisation sur sa « droite », avec des formations bourgeoises, ce que les dirigeants du PS n'ont pas encore eu les moyens de réaliser.

Le Parti Socialiste n'a cessé de mener dans toute son histoire des politiques favorables à la bourgeoisie, il est un obstacle à la prise du pouvoir pour les travailleurs et au renversement du capitalisme. Mais sa liquidation ne sera favorable aux travailleurs que si cette explosion se fait par la « gauche », sous la pression des masses qui tendent vers la révolution socialiste. Aujourd'hui ce n'est pas la situation, et c'est pourquoi, en l'absence de Parti Ouvrier Révolutionnaire, parce que l'explosion du PS ne pourrait se faire qu'au seul profit de la bourgeoisie, nous sommes pour la défense inconditionnelle de ce parti en tant qu'organisation issue des rangs ouvriers. Dans cette situation, en l'absence d'alternative, les travailleurs se servent du PS pour exprimer leur rejet de la politique de la bourgeoisie, comme ce fut encore le cas en 2012, contre Sarkozy et l'UMP.

Compte tenu de la politique du gouvernement - pro-patronale et de rigueur contre la classe ouvrière - nombre de travailleurs sont tentés par l'abstention. Mais l'abstention favoriserait l'élection des listes de la bourgeoisie, et les travailleurs ne veulent pas d'un retour de l'UMP au pouvoir.

Le seul choix possible est de voter au premier tour, sans condition pour les listes présentées par le PS ou le Front de Gauche, lorsque les frontières de classe ne sont pas brouillées par des alliances avec des partis bourgeois comme le Modem et EELV. Ces organisations n'ont rien à voir historiquement avec le mouvement ouvrier et leurs programmes sont en défense totale des intérêts de la bourgeoisie. Rappelons simplement ici que le Modem est issu de la famille politique de l'ancienne UDF dirigée par Giscard.

### **Front unique pour imposer à la majorité PS-FdG la défense des revendications ouvrières**

Avec le développement de la crise de l'économie capitaliste, la bourgeoisie française est acculée face à la concurrence de ses rivaux – notamment européens - dans nombre de secteurs (automobile, agro-alimentaire, transport ...). Pour pouvoir réinvestir, la bourgeoisie française doit dégager des profits qui ne peuvent être pris qu'en baissant la valeur de la force de travail. La bourgeoisie française cherche à imposer aux travailleurs en France ce qui a été imposé aux travailleurs en Allemagne par Schröder (réduction des droits au chômage, obligation d'accepter des contrats précaires et sous-payés), aux travailleurs espagnols (qui doivent d'abord travailler gratuitement pour obtenir un emploi), aux travailleurs anglais (les contrats « zéro heure » sans garantie d'emploi et de salaire, aux fonctionnaires de tous les pays qui ont subi des baisses massives de salaire ...

La classe ouvrière en France ne veut pas subir les mêmes attaques !

Le vote de 2012 signifiait que les travailleurs en France n'entendaient pas laisser Sarkozy et l'UMP poursuivre leur politique de concassage des acquis ouvriers sur ce « modèle » européen. La majorité de députés du PS et du Front de gauche à l'Assemblée Nationale n'a pas été élue pour que soit mise en œuvre une politique pro-patronale. Or, aujourd'hui, les travailleurs constatent jour après jour que le gouvernement est au service de la bourgeoisie française en crise. Mais l'existence d'une majorité PS - Front de Gauche témoigne de la volonté des travailleurs de défendre leurs acquis ouvriers.

Ainsi la responsabilité des organisations syndicales n'est pas de soutenir le « *Pacte de Responsabilité* » qui répond aux exigences patronales en demandant des contreparties, mais d'organiser le combat central, notamment par une manifestation à l'Assemblée Nationale pour imposer à cette majorité PS -Front de Gauche la satisfaction des revendications ouvrières, et en premier lieu :

- **A bas le « Pacte de Responsabilité » !**
- **Interdiction de tous les licenciements !**
- **Expropriation sans indemnités ni rachat des entreprises qui font faillite !**
- **Pour en finir avec la rigueur budgétaire : annulation de la dette !**
- **A bas l'Union Européenne ! Pour les États-Unis socialistes d'Europe !**

Seul un Parti Ouvrier Révolutionnaire pourrait faire aboutir ces revendications, incompatibles avec le système capitaliste – et c'est l'objectif du Groupe Révoltes que de contribuer à le construire.